

## PREUVE DE RÉCLAMATION

(voir instructions à la page 3 du formulaire)

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE JAGER BUILDING SYSTEMS

\_\_\_\_\_, (ci-après désigné par "débiteur")  
 et de la réclamation de \_\_\_\_\_, (ci-après désigné par "créancier").

Expédier tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante:

\_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_ (nom du créancier)  
 \_\_\_\_\_ (numéro et rue)  
 \_\_\_\_\_ (ville, province, pays, code postal)

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_ Numéro de télécopieur : \_\_\_\_\_ Adresse électronique \_\_\_\_\_

Je, \_\_\_\_\_ résidant dans la ville

de \_\_\_\_\_  
 (nom du représentant du créancier, signataire de la preuve de réclamation)

dans la province de \_\_\_\_\_, certifie ce qui suit:

**Si vous êtes un représentant de la compagnie précisez le poste ou la fonction**

1.  Je suis le créancier du débiteur ou  Je suis \_\_\_\_\_ du créancier  
 (poste ou fonction)

2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire.

**L'état de compte ou l'affidavit annexé doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.**

3. Le débiteur était, à la date de la faillite, (ou à la date de mise sous séquestre ou, s'il s'agit d'une proposition, à la date du dépôt de l'avis d'intention ou, à défaut, de la proposition) soit le \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_, endetté envers le créancier et l'est toujours pour une somme de \_\_\_\_\_\$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit) ci-annexé et désigné comme l'annexe A, après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle le débiteur a droit.

**Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises.**

4. A  **Réclamation non garantie au montant de \_\_\_\_\_\$,**  
 en ce qui concerne cette créance, je détiens aucun avoir du débiteur à titre de garantie et

(i)  pour le montant de \_\_\_\_\_\$, je ne revendique aucun droit à un rang prioritaire;

ou  
 (ii)  pour le montant de \_\_\_\_\_\$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi.

**Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire.**

**Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.**

B  **Réclamation du locateur suite à la résiliation d'un bail, au montant de \_\_\_\_\_\$**  
 j'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2 (4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après:

**Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexez une copie des documents s'y rapportant.**

C  **Réclamation garantie au montant de \_\_\_\_\_\$,**  
 en ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs du débiteur à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à \_\_\_\_\_\$ et dont les détails sont mentionnés ci-après:

**Veillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison.**

D  **Réclamation d'un agriculteur, d'un pêcheur ou d'un aquiculteur au montant de \_\_\_\_\_\$,**  
 j'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2 (1) de la Loi pour la somme impayée de \_\_\_\_\_\$.

**Donnez tous les détails de la réclamation d'un salarié, y compris les calculs s'y rapportant.**

E  **Réclamation d'un salarié au montant de \_\_\_\_\_\$**

(i)  j'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) de la Loi au montant de \_\_\_\_\_\$,

ou  
 (ii)  j'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4(8) de la Loi au montant de \_\_\_\_\_\$,

**À compléter lorsque la proposition vise une transaction quant à la réclamation contre les administrateurs et donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.**

F  **Réclamation contre les administrateurs au montant de \_\_\_\_\_\$,**  
 j'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après :

Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.

G  **Réclamation d'un client d'un courtier en valeurs mobilières failli au montant de \_\_\_\_\_ \$,** j'ai une réclamation en tant que client en conformité avec l'article 262 de la Loi pour des capitaux nets, dont les détails sont mentionnés ci-après:

Veillez choisir la formulation qui s'applique à votre situation en barrant la portion non désirée

5. Au meilleur de ma connaissance, le créancier *est lié / n'est pas lié* au débiteur selon l'article 4 de la Loi et le créancier surnommé *a / n'a pas* un lien de dépendance avec le débiteur.

Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées.

6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus du débiteur et les crédits que j'ai attribués à celui-ci et les opérations sous-évaluées selon le paragraphe 2(1) de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois (*ou, si le créancier et le débiteur sont des « personnes liées » au sens du paragraphe 4(2) de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des douze mois.*) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, tel que défini à l'article 2 de la Loi:

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Applicable seulement dans le cas de la faillite d'une personne physique

7.  Je demande qu'une copie du rapport complété par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170 (1) de la Loi, me soit expédiée à l'adresse ci-haut mentionnée.

8. Daté le \_\_\_\_\_, 20\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_

Le formulaire doit être signé en présence d'un témoin

\_\_\_\_\_  
Témoin

\_\_\_\_\_  
Créancier (signature du représentant du créancier)

**Notes:** Toute référence à la « Loi » réfère à la Loi sur la Faillite et l'insolvabilité.  
Si un affidavit est joint au présent formulaire, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits.  
Lorsqu'une copie du présent avis est envoyée par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

**Avertissement:** Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128 (3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.  
Le paragraphe 201 (1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

Pour toute question ou renseignement supplémentaire, n'hésitez pas à nous écrire ou à téléphoner au bureau du syndic.

## PRICEWATERHOUSECOOPERS INC.

1250, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2800  
Montréal (Québec) H3B 2G4  
Téléphone : (514) 205-5000 - Télécopieur : (514) 205-5694

## PROCURATION GÉNÉRALE (avec pouvoir de substitution)

Dans l'affaire de la faillite ou proposition du débiteur, je \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_

nomme \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ mon fondé de pouvoir à tous égards dans

l'affaire susmentionnée, sauf la perception de dividendes, celui-ci étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place.

Daté à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ e jour de \_\_\_\_\_, 20\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Nom et titre du signataire autorisé (print)

\_\_\_\_\_  
Témoin

Par: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Signature

## Instructions afin de compléter la preuve de réclamation

Les créanciers doivent prouver leur réclamation à l'égard de l'actif du créancier pour avoir droit de partage dans la distribution des montants réalisés provenant de l'actif. De plus, les réclamations incorrectement complétées seront retournées.

Lorsque vous complétez votre preuve de réclamation, une attention toute spéciale doit être portée aux notes en marge du formulaire et aux instructions suivantes :

### Preuve de réclamation :

1. La preuve de réclamation doit être remplie et signée par un individu et non une compagnie. Si le signataire de la preuve de réclamation n'est pas le créancier lui-même, il doit préciser son poste ou sa fonction au sein de la compagnie (tel que «*directeur du crédit*», «*contrôleur*», «*agent autorisé*», etc.).
2. La personne qui signe le formulaire doit connaître les faits entourant la réclamation.
3. Le nom du créancier et la date de la faillite doivent être indiqués dans le formulaire. Un état de compte détaillé doit accompagner la réclamation et être identifié «*Annexe A*». La date à laquelle la somme due est calculée et le nom exact du créancier doivent apparaître sur l'état de compte.
4. La nature de la réclamation doit être indiquée en cochant la case appropriée, c'est-à-dire que lorsque vous cochez la case :
  - A vous indiquez que la réclamation est non garantie;
    - A(i) vous indiquez que vous ne revendiquez aucune priorité;
    - A(ii) vous indiquez que vous réclamez une priorité en vertu de l'article 136 de la Loi. Vous devez fournir la preuve de cette priorité avec les pièces justificatives appropriées;
  - B vous indiquez que la réclamation du locateur fait suite à la résiliation du bail en vertu de l'article 65.2 (4) de la Loi. Les pièces justificatives appropriées doivent être annexées à la réclamation.
  - C vous indiquez que la réclamation est garantie et vous y inscrivez la valeur estimative des sûretés détenues. Sur des annexes séparées, donnez les détails de chacune des garanties détenues et joignez une copie des documents en question;
  - D vous indiquez que le créancier est un fermier, un pêcheur ou un aquiculteur ayant livré des biens dans les quinze jours précédant la date de mise sous séquestre ou de faillite et que lesdits biens n'ont pas été payés;
  - E vous indiquez que le créancier est un ancien employé du débiteur;
    - E(i) la réclamation d'un commis, préposé, voyageur de commerce, journalier ou ouvrier pour salaires impayés, commissions ou toute autre somme due par un failli pour services rendus dans la période débutant la journée qui est six mois précédent la date d'ouverture de la faillite et se terminant à la date de la faillite jusqu'à concurrence de deux mille dollars – déduction fait de tout montant payé par le syndic ou le séquestre pour ces services – par garantie sur les actifs à court terme à la date de la faillite;
    - E(ii) la réclamation d'un commis, préposé, voyageur de commerce, journalier ou ouvrier pour salaires impayés, commissions ou toute autre somme due par une personne qui est sujet à une mise sous séquestre pour services rendus durant les six mois précédent la première journée ou il y eu un séquestre en regard à la personne, jusqu'à concurrence de deux mille dollars – déduction fait de tout montant payé par le séquestre ou le syndic pour ces services – par garantie sur les actifs à court terme qui sont en possession ou sous le contrôle du séquestre;
  - F vous indiquez si votre réclamation est contre un administrateur en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi. Cette situation s'applique uniquement dans un contexte de proposition prévoyant une telle disposition à l'encontre des administrateurs. Veuillez annexer tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.
  - G (s'applique seulement dans le cas de faillite de courtier en valeurs mobilières) vous indiquez que le créancier est un client du courtier en valeurs mobilières failli.
5. Le créancier doit indiquer s'il est -- ou n'est pas -- lié au débiteur, au sens de la définition de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. Il doit rayer la mention qui est sans effet. La section 4 de la Loi stipule ce qui suit : si le créancier est lié par le sang ou le mariage du débiteur, il est considéré être lié au débiteur. Si le débiteur est une compagnie, le créancier sera lié s'il est un actionnaire du débiteur ou si le créancier est contrôlé par les mêmes actionnaires que le débiteur.
6. Le créancier doit fournir une liste détaillée de tous les paiements reçus et/ou crédits accordés pendant la période indiquée. En laissant cet espace en blanc, il est présumé qu'il n'y a eu aucun paiement, ni crédit.
7. Cette section s'applique uniquement dans le cas d'une faillite personnelle; cochez la case selon le cas.
8. La personne qui signe le document doit indiquer le lieu et la date, et doit faire signer un témoin.

### Procuration générale :

Si vous désirez donner une procuration, la formule de procuration doit être complétée et signée par le créancier; si le créancier est une compagnie, la formule de procuration doit être signée par un représentant autorisé (peut être une personne différente du signataire de la preuve de réclamation) et faire signer un témoin.